



**Webinaire sur la conjoncture au second semestre 2022
et les prévisions macroéconomiques à court terme
dans les pays de la CEMAC, en RDC, au Burundi, à Sao
Tome Principe, aux Comores, à Djibouti et à
Madagascar
du 29 novembre au 1^{er} décembre 2022**

POINTS SAILLANTS

Décembre 2022

POINT 1 : INTRODUCTION

Le Séminaire sur la conjoncture au second semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu par visioconférence du 29 novembre au 1^{er} décembre 2022. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Quatre Etats membres de la CEMAC (Cameroun, Gabon, Tchad, Guinée Equatoriale) ainsi que le Djibouti, le Burundi, Sao Tomé et Principe étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Sao Tome et Principe était représenté par sa Banque Centrale. Les Comores, Madagascar, la RD Congo, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale (CEA BSR-AC) et la Direction Générale de la Banque Africaine de Développement (BAD) n'ont pas pris part aux travaux (cf. liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au second semestre 2022 et les prévisions de la période 2022-2023 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2022, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2022 et 2023, élaborées au premier semestre de l'année 2022;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie et de crise socio-politique.
- Echanger sur l'impact des crises actuelles sur les économies nationales et les mesures conjoncturelles et structurelles prises pour faire face à ces défis.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Monsieur Djimtoingar Nadjounoum, Directeur des Etudes économiques de la Commission de la CEMAC a pris la parole, au nom du Président de la Commission, pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et a souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE

Les travaux ont, par la suite, été organisés en deux (02) sessions de communication (Présentations d'AFRISTAT et des Pays et présentations des Institutions).

Session 1 : Communication pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2022 et prévisions 2022-2023

i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI, Directeur Général d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7, l'indice de prix à la

consommation et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

Les Perspectives économiques mondiales en termes d'activité annoncent un ralentissement à moyen terme dû aux effets des crises (pandémie ; crise russo-ukrainienne et sécuritaire), après la reprise générale des activités de 2021

Les taux d'intérêt se relèvent progressivement sur les marchés bancaires développés ;

La remontée des cours des produits de base s'accroît sauf ceux des produits demandés par la Chine ;

On constate une perturbation du commerce international

On constate une montée inflationniste générale dans les pays du G7, les BRICS et les pays africains.

ii. Conjoncture économique au second semestre 2022 et prévisions à court terme dans les pays

Sept (7) des douze (12) Etats invités ont participé au webinaire et ont exposé sur les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au second semestre 2022 et/ou les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2022-2023 comme suit :

Pays	La conjoncture présentée	Les prévisions présentées	Observation
Burundi	Oui	Non	Prévisionniste absent
Cameroun	Oui	Oui	
Djibouti	Oui	Oui	
Guinée Equatoriale	Oui	Oui	
Gabon	Oui	Oui	
RCA	Non	Non	Absents
RDCongo	Non	Non	Absents
Sao Tome Principe	Oui	Oui	
Tchad	Non	Oui	Conjoncturiste absent
Congo	Non	Non	Absents
Madagascar	Non	Non	Absents
Comores	Non	Non	Absents

Un résumé des interventions faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

Dans cette session, la Commission a fait une présentation sur l'Etat de la convergence et les perspectives macroéconomique en zone CEMAC.

Présentation de la CEMAC sur l'état de la convergence et les perspectives macroéconomiques de la CEMAC

En zone CEMAC, l'environnement économique a été marqué en 2021 par la poursuite de la mise en œuvre des mesures exceptionnelles budgétaire, monétaire et prudentielle prises pour faire face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19, la conclusion par trois pays de la CEMAC (Cameroun, Gabon et Tchad) d'un programme de deuxième génération avec le FMI, sur fond de la persistance des menaces sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique, ainsi que de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, avec pour corollaire une augmentation des dépenses de sécurité et l'afflux des réfugiés et des déplacés.

Dans ce contexte, **la croissance économique de la CEMAC** est redevenue positive en 2021 après la récession de 2020, en dépit de la contreperformance de l'activité pétrolière dans tous les pays de la CEMAC

producteurs. Elle s'est établie à 1,7% en 2021 contre -1,8% en 2020, portée par le rebond de la demande intérieure et des activités économiques non pétrolières.

Concernant la situation monétaire, elle s'est raffermie en 2021 bien qu'ayant montré une évolution contrastée, après une détérioration en 2020 en lien avec la pandémie de Covid-19. En dépit d'un taux de couverture extérieure de la monnaie ayant légèrement remonté pour atteindre 64,0% à fin décembre 2021 après 63,6% à fin 2020, les réserves extérieures en termes de couverture des importations des biens et services de l'année à venir sont revenues à 2,9 mois à fin décembre 2021 après 3,5 mois au 31 décembre 2020.

Concernant l'état de conformité aux critères de convergence de la CEMAC, elle s'est détériorée en 2021 en relation principalement avec la poursuite de la mise en œuvre des mesures exceptionnelles budgétaires, monétaires et prudentielles prises pour faire face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. Un seul Etat membre, à savoir la Guinée Equatoriale, a respecté trois critères de convergence sur quatre, ceux portant sur le solde budgétaire de référence, l'endettement et l'inflation. Le Cameroun, le Tchad et le Congo ont respecté deux critères de convergence, ceux afférents à l'inflation et à l'endettement pour le Cameroun et le Tchad, et les critères portant sur le solde budgétaire de référence et l'inflation pour le Congo. La RCA et le Gabon ont observé un seul critère de convergence, respectivement l'endettement et l'inflation.

Pour ce qui est des perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour 2022 et 2023, elles sont globalement favorables. Profitant de la poursuite du dynamisme de l'activité dans le secteur non pétrolier, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 2,9% en 2022 et 2023, en dépit d'une quasi-stagnation de l'activité dans le secteur pétrolier. Par pays, aucune récession ne serait observée dans un pays de la CEMAC en 2022. Par contre, la Guinée Equatoriale connaîtrait une nouvelle récession en 2023 en relation principalement avec la poursuite du déclin de la production pétrolière, couplée avec la stagnation de la production gazière.

Les déséquilibres macroéconomiques au niveau de la CEMAC poursuivraient leur résorption au cours de cette période avec à la clef le solde budgétaire, base engagements, dons compris, qui redeviendrait excédentaire en 2022, après avoir été déficitaire consécutivement pendant une décennie.

Cependant, portées principalement par les répercussions négatives du conflit russo-ukrainien, de fortes pressions inflationnistes seraient observées au cours de cette période avec un taux d'inflation qui atteindrait 5,2% en 2022 avant de fléchir pour revenir à 3,5% en 2023.

Du fait de l'accentuation des risques majeurs pesant sur les perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court et moyen terme, **les Etats membres devraient prioritairement** : (i) poursuivre la mise en place des mesures de riposte à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19 et aux répercussions néfastes du conflit entre l'Ukraine et la Russie tout en levant progressivement les mesures exceptionnelles prises en réponse à ces différentes crises au fur et à mesure de leur atténuation, (ii) continuer à satisfaire aux exigences des programmes soutenus par le FMI, notamment en ce qui concerne la viabilité de la dette et les assurances de financement.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- Actualiser les modèles de cadrage et les guides méthodologiques pour prendre en compte les nouveaux référentiels des agrégats macroéconomiques (SCN2008, BP6, TOFE.)
- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- Développer des modèles de prévisions des indicateurs conjoncturels du type NOWCAST et MIDAS dans les pays.

- Prendre les dispositions pour redynamiser et rendre opérationnels les comités de cadrage macroéconomique dans les pays.
- Prendre les dispositions nécessaires à la production régulière des indicateurs conjoncturels (IHPC, IPI, ICA, IPPI...)
-

A AFRISTAT , à AFRITAC -Centre, à la Commission de la CEMAC et à la BAD:

- Renforcer l'effectif du personnel en charge de l'utilisation des modèles macroéconomiques à la Commission de la CEMAC
- Encourager la Commission de la CEMAC à développer ses modèles existants et les utiliser dans le processus de surveillance multilatérale
- Poursuivre les séminaires en présentiel avec la possibilité de les suivre en visioconférence
- Transmettre le rapport du séminaire aux pays en précisant dans la lettre de transmission que nous regrettons les pays absents et espérons qu'ils seront des nôtres la prochaine fois

A AFRISTAT, à AFRITAC -Centre, à la Commission de la CEMAC et à la CEA:

- Sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du 05 au 09 juin 2023.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	E-mail personnel	Email Institution
Gabon	MER/ Direction générale de l'économie	IKAPI ERIC	Directeur des Programmes Sectoriels	ikapitash@yahoo.fr	
Gabon	MER/ Direction Générale de l'Economie	MBA MENGUE Valentin	Directeur Adjoint de la Prévision et des Analyses Economiques	mbaval@yahoo.fr	
Cameroun	INS/Conjoncture	NANTCHOUANG DJIOKOUÉ Azer	Responsable Technique des Prix	nantchouangazer@yahoo.fr	
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	Serge Mendouga	Ingénieur Statisticien Economiste		
Guinée Equatoriale	Direction Générale de l'Economie et des Comptes Nationaux	Williams-Ivan Bacale BIYOGO NDJENECK,	Chef de Service des Etudes et Analyses de la	willyiamsivan@gmail.com	
Guinée Equatoriale	de l'INEGE	Augustin MABALE MABALE,	Annaliste Economiste au Services des Etudes Economiques	agustinmabalemabale@gmail.com	
Tchad	à l'INSEED	Fangamla Marandi	Chef du Service de la Conjoncture	<fangenf@yahoo.fr>	

					-
Burundi	ISTEEBU	Léonce MANIRAKIZA		manirakizal74@gmail.com	
Sao Tome Principe	Banque Centrale	Alsis da Cruz	Direction des Statistiques Economiques et Financières	alsiscruz3@hotmail.com ; alcruz@bcstp.st	
Dibouti	Direction de l'Economie et du Plan	Amina Ibrahim robleh	chargés des prévisions macroéconomiques	amina.ibrahim.roble@gmail.com	
Djibouti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	Arksan			
Djibouti	DEP				
Institutions					
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	NGUEMENI Jean Claude	Directeur de la Surveillance multilatérale	nguemenijeanclaude@yahoo.fr	
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	djimtoingar@yahoo.fr	cemac@cemac.int

CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	rlontchi@gmail.com	cemac@cemac.int
AFRITAC Centre	AFRITAC Centre	Severin KAMGNA	Conseiller résident en analyses macro budgétaire	skamgna@imf.org	
AFRISTAT	AFRISTAT	Serge Jean EDI	Directeur Général Adjoint	edi@afristat.org	

ANNEXE 2 : RESUME DES PRESENTATIONS DES PAYS

Burundi

Au second semestre de 2022, la conjoncture Burundaise est marquée par un produit intérieur brut trimestriel de 12,2% tiré principalement par la croissance de la valeur ajoutée au couts des facteurs entre autres les impôts et taxes mais également une croissance en hausse dans le secteur tertiaire. Elle se caractérise également par une augmentation de l'indice harmonisé à la production industrielle de 5,6% au troisième trimestre de 2022 comparativement à la même période de l'année précédente suite à l'augmentation de l'activité des industries alimentaires et tabac. Au cours de ce même semestre l'inflation annuelle reste galopante et atteint 15,0 % contre 14,1% le mois précédent. Le commerce extérieur enregistre une augmentation de 12,5 % au deuxième trimestre de 2022 au niveau des importations et une diminution de 51,7 % au niveau des exportations et par rapport au premier trimestre de l'année en cours.

Cameroun

La conjoncture en bref au Cameroun

Le deuxième trimestre de l'année 2022 est marqué par une hausse de l'activité économique, traduite par une croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de 4,0% par rapport au trimestre correspondant en 2021. Cette évolution résulte principalement des bonnes performances réalisées dans les secteurs primaire et tertiaire qui affichent des évolutions positives et soutenues de leurs activités économiques.

Au deuxième trimestre 2022, le secteur tertiaire se consolide davantage en réalisant une progression de 5,5% pour une contribution de 2,7 points à la croissance du PIB, et demeure ainsi la locomotive de l'économie nationale.

Au deuxième trimestre 2022 et par rapport au trimestre précédent, le solde du compte courant est excédentaire de 50,2 milliards contre un déficit de 165,3 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte de l'amélioration de l'excédent des biens et des revenus secondaires, couplée avec la réduction des déficits des services et des revenus primaires.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à 5,0% à fin septembre 2022, contre 3,8% en juin 2022, dépassant ainsi le seuil de 3% retenu par la CEMAC dans son dispositif de surveillance multilatérale. Le principal déterminant de cette poussée inflationniste est l'accélération des prix des produits alimentaires (+10,5% et une contribution de 3,4 points).

Au deuxième trimestre 2022, les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 16 % par rapport au deuxième trimestre 2021.

Perspectives macroéconomiques en 2022 et moyen terme

En 2022, les perspectives de croissance du Cameroun ont été revues à la baisse de 0,5 point, par rapport aux prévisions initiales pour se situer à 3,7%, eu égard à l'évolution de la conjoncture mondiale marquée par la guerre en Ukraine. Les perspectives de croissance du PIB continueraient d'être soutenues par les composantes de la demande intérieure, principalement la consommation des ménages (+2,7%), malgré les tensions inflationnistes. La croissance du secteur non pétrolier est estimée à 3,8% et celle du secteur non pétrolier étant nulle.

Sur la base des variations de prix observées jusqu'au mois de septembre 2022 au Cameroun, et dans l'hypothèse où le rythme actuel de progression mensuelle des prix est maintenu, l'inflation pourrait se situer autour de 6,0% en fin d'année 2022, après une prévision initiale de 2%.

Les perspectives sont ainsi légèrement révisées à la baisse par rapport aux prévisions de juin effectuées dans le cadre de l'élaboration du document d'orientation budgétaire. En effet, la croissance de l'activité économique devrait s'établir à 4% en 2023 contre 4,2% initialement prévue, en relation avec la dégradation des perspectives de l'économie mondiale. Elle serait de 5% en moyenne sur la période 2023-2025.

S'agissant des prix, l'inflation ne devrait pas excéder le seuil de 3% de la CEMAC sur la période 2023-2025, du fait des mesures prises pour maîtriser les prix d'une part, et pour améliorer l'offre locale en produits de grande consommation concomitamment à l'assainissement du marché local d'autre part.

Au niveau des comptes extérieurs, les projections tablent sur une réduction du déficit du compte courant pour le ramener à 1,5% du PIB en moyenne au cours de la période 2023-2025, grâce notamment à la promotion des exportations des produits transformés (cacao, bois, café, coton, etc.) et à la mise en œuvre efficace de la politique d'import substitution.

Djibouti

1. Conjoncture

L'**Economie mondiale** continue de ralentir : l'activité perd du rythme dans une bonne partie des grandes économies avec la persistance des effets de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine. La **forte inflation** impacte également l'économie et les prévisions de croissance pour 2022 sont de plus en plus pessimiste à 3,2% contre 3,6% précédemment selon le FMI.

Au **niveau local**, l'activité portuaire est toujours en baisse en nombre de conteneurs de 19% mais augmente légèrement de 0,7% en tonne métrique sur un an. De même, le fret ferroviaire (-4%) et le fret routier (-2%) sont en recul sur la même période. Le commerce local est caractérisé sur 12 mois par une baisse du volume des importations (-7%), et une hausse en valeur (+18%) conséquence directe de l'inflation qui a sévit durant cette période. Le commerce à destination de l'Ethiopie (les réexportations) a cru en volume et en valeur respectivement de 14% et 54%. Le sous-secteur de la construction affiche une progression de 17% par rapport à la même période de l'année dernière mais sur trois mois, celui-ci recule de 22%.

L'**inflation** est ressortie à la hausse à +11,5% en glissement annuel, tirée par le renchérissement des produits alimentaires (+26%) dont les cours de certains se sont envolés au niveau mondial mais également en raison de la pénurie qui a été observée durant le mois de mai pour les fruits et légumes en provenance de l'Ethiopie.

Les **finances publiques** à fin avril 2022 affichent une baisse des recettes et dons de 1,2% en g.a à 36 292 millions FDJ et des dépenses totales davantage maîtrisées (-9,1% en g.a.) à 30 395 millions FDJ. D'où un déficit base ordonnancement en amélioration de 55% à 2 710 millions FDJ contre 6 082 millions FDJ une année auparavant.

La **masse monétaire** a reculé pour le deuxième trimestre consécutif en 2022 à 435 880 millions FDJ en baisse de 5% sur 3 mois et 6% en glissement annuel

2. Prévisions macroéconomiques à court terme

Après une année 2020 marquée par la pandémie de la covid-19, la dynamique attendue de l'économie nationale en 2021 a été modeste. Projetée à 7,1% au début de l'année 2021 puis corrigée à 6,5% au troisième trimestre de cette même année, la croissance serait estimée à 4,8%. La cherté du coût de la logistique au niveau international et le conflit intérieur en Ethiopie seraient les principaux facteurs qui ont influé sur la croissance nationale notamment celle générée autour de la plateforme logistique et transport.

L'**économie de Djibouti** verrait sa croissance impactée à la baisse à 3,6% en 2022, avant de reprendre une tendance à la hausse en moyenne de 7,2% sur les quatre années suivantes (2023-2026). Cette croissance serait portée sur cette période par les programmes d'investissements publics et privés et les réformes qui seront engagés dans le cadre de la mise en œuvre le second plan national de développement (Djibouti ICI).

Gabon

Résumé Conjoncture

Au troisième trimestre 2022, l'activité économique, mesurée par l'Indicateur Composite, s'est consolidée tant en glissement trimestriel (+2,0%) qu'en glissement annuel (+7%). Les trois secteurs d'activité ont majoritairement été résilients, malgré l'existence de quelques branches qui peinent encore à sortir de la crise sanitaire.

Dans le sillage du trimestre précédent, cette performance a été obtenue grâce à la bonne orientation des cours des produits d'exportation et au relèvement du niveau d'activité domestique, en lien avec la levée des mesures gouvernementales de riposte contre le Covid-19. Dans le même temps, les tensions inflationnistes s'exacerbent, avec un pic de 5,8% pour le mois d'octobre 2022 concernant l'IHPC.

Résumé prévision

Croissance au prix de 2001	2020	2021	2022			Rév - LFR (en point de croissance)
			FMI	LFR	Prév Clôture	
Secteur primaire	3,8%	2,3%	6,7%	6,6%	6,0%	-0,5
Secteur secondaire	-6,5%	8,2%	3,7%	3,6%	4,2%	0,6
Secteur tertiaire	-4,1%	1,8%	1,9%	1,9%	2,2%	0,2
Services non marchands	0,5%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%	0,0
PIB total	-1,8%	1,5%	2,7%	2,8%	2,9%	0,1
<i>PIB pétrole</i>	-1,2%	-6,7%		7,1%	6,1%	-0,9
PIB hors pétrole	-1,9%	2,5%		2,3%	2,5%	0,2
<i>Rappel PIB marchand</i>	-2,3%	1,6%		3,3%	3,4%	0,1

Tchad

Guinée Equatoriale

D'un point de vue général, la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, qui a débuté à la mi-février, a marqué l'évolution de l'économie au cours du premier semestre 2022 et a également conditionné les prévisions à court et moyen terme pour l'économie mondiale et nationale. Au cours du premier trimestre, l'activité économique a progressé de 7,4% en glissement annuel du PIB réel, une amélioration par rapport à la croissance de -8,1% enregistrée au cours de la même

période de l'année précédente. Cette évolution s'explique par une bonne performance des secteurs pétrolier et non pétrolier au premier trimestre et ; au deuxième trimestre, elle a été négative de 3,2 %, alors qu'elle était positive de 6,9 % à la même période de l'année précédente, en raison de la chute des secteurs pétrolier et non pétrolier au deuxième trimestre.

Le PIB pétrolier aurait progressé de 8,1 % en glissement annuel au premier trimestre, en raison de la bonne tenue de la production de gaz et dérivés, et un recul de -4,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre, en raison de la baisse de la production totale d'hydrocarbures à cette période. En revanche, le PIB non pétrolier a connu une croissance positive de 6,6 % en glissement annuel au premier trimestre, tirée par le secteur tertiaire, et une croissance négative de -1,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre, expliquée par une mauvaise performance des secteurs productifs, avec une contribution à la croissance réelle en glissement annuel de 3,2 % au premier trimestre et de -0,9 % au deuxième trimestre.

Le premier semestre de 2022 a enregistré un taux d'inflation de 3,3 %, tandis qu'à la fin du troisième trimestre, il a atteint des niveaux élevés, à 4,5 %.

L'économie équato-guinéenne connaîtra une croissance de 3,1% en 2022, et se caractérise par une baisse modérée du secteur primaire (-6,4%) par rapport à l'année précédente (-14,2%), une croissance du secteur secondaire de 9,2%, contre 3,7% l'année précédente, et une croissance du secteur tertiaire de 5,0%, contre 8,2% en 2021. Alors que la formation brute de capital et la dépense de consommation finale augmenteraient respectivement de 65,1 % et de 2,2 %, les exportations nettes seraient en baisse.

Sao Tome et Principe

L'essentiel de la conjoncture

- ☐ Hausse du prix du carburant de 17%;
- ☐ La Banque Centrale a augmenté ses taux d'intérêt directeurs:
 - Taux de référence de 9% à 10%
 - Le taux de la facilité de prêt est relevé à 9,5%, à 10,5%.
 - Coefficient de réserve minimum en monnaie national de 18% à 28%
 - Émission du certificat de dépôt à taux variable
- ☐ Le 25 septembre il y a eu lieu l'élection législative;
- ☐ Le 25 novembre il y a eu une tentative de coup d'Etat.
- ☐ Est en cours les discussion au parlement le programme du nouveau Gouvernement

